UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure

NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N°49

3e trimestre 2020

Bénin Burkina-Faso Côte d'Ivoire Guinée Bissau Mali Niger Sénégal Togo



Décembre 2020

La note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA, dirigé depuis mai 2017 par **Monsieur DIAGNE Mamadou Makhtar.**

L'édition 49 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur THIAW Kalidou**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- Monsieur OKOUDJOU Koladé Ayédero, Chef de la Division des études économiques ;
- Monsieur CAMARA Aba ; Chargé des études et statistiques économiques ;
- Monsieur HAROUNA-IDE Soumana, chargé des prévisions et des études économiques ;
- Monsieur CORREIA Joao Totas, chargé des prévisions et des études économiques ;
- Monsieur MOUSSA Abiboulaye, chargé de la surveillance multilatérale

avec des données collectées dans les états membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- Bénin : Monsieur KOKOU Assousia Yves de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ;
- Burkina Faso : Monsieur NIANGAO Issaka de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- Côte d'Ivoire : Monsieur KOUAKOU Yao Eric de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- Guinée Bissau : Madame RICCIULLI Camara Laudimila Caty Silva de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- Mali : Monsieur MINTA Seydina Oumar de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- Niger : Monsieur CHEKARAO Mahamadou de l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- Sénégal : Monsieur NAGNONHOU Maxime Bruno de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- Togo : Monsieur EDAMANAKA Magnimamti de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux iii
Liste des graphiques iii
Sigles et abréviations iv
Résumé 1
Introduction 2
1. Conjoncture internationale 2
1.1. Activité économique mondiale 2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde 3
1.3. Cours des matières premières 4
1.4. Taux d'intérêt 5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA 6
2.1. Activité économique régionale 6
2.2. Evolution de l'inflation 9
2.3. Secteur extérieur 11
2.4. Finances publiques 16
2.5. Situation monétaire 19
2.6. Activités de la BRVM 21
3. Principaux faits marquants 21
3.1. Environnement international 21
3.2. Pays de l'UEMOA 23
Conclusion 24
ANNEXES 25

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars..... 5

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2019/2020..... 7

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle 7

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction 9

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre .....**Error! Bookmark not defined.**

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC 11

Tableau 7 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA17

Tableau 8 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA .....**Error! Bookmark not defined.**

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde..... 3

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril) 4

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA..... 6

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union hors Bénin 12

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)..... 14

Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des exportations par les importations de l'Union (en %)..... 14

Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)..... 15

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union 16

Sigles et abréviations

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE : Comité National de Politique Economique
Covid-19 : Maladie à coronavirus 2019
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine
FED : Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI : Fonds Monétaire International
IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI : Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS : Institut National de la Statistique
LIBOR : Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds : Milliards
Nd : Non disponible
PIB : Produit Intérieur Brut
TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T20 : Troisième trimestre 2020

Résumé

L'économie mondiale devrait se contracter en 2020, suivant les analyses du FMI, avec une croissance projetée à -4,4% (soit 0,5 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu en juin par les « Perspectives de l'économie mondiale »), contre 2,8% en 2019, en raison de la pandémie de coronavirus. Elle devrait croitre de 5,2% en 2021.

Quant à l'Afrique subsaharienne, même si elle est moins touchée par la pandémie, sa croissance économique serait de -3,0% en 2020, contre 3,2% en 2019, en liaison avec les mesures prises par la quasi-totalité des Gouvernements du continent pour freiner la propagation du virus. En 2021, la croissance économique devrait se situer à 3,1%.

Les estimations de croissance pour l'année 2020 indiquent une progression de l'activité économique de la zone UEMOA de 0,7%, contre une projection initiale de 6,6%. Les effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats de l'Union expliquent cette situation.

Au cours du trimestre sous revue, la conjoncture a été globalement favorable malgré la baisse de la production industrielle au Mali et au Sénégal, en lien avec la crise sanitaire. En effet, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a augmenté au Sénégal.

Le troisième trimestre de l'année 2020 a été marqué, comme le trimestre précédent, par les effets de la pandémie du Covid-19 sur l'activité économique, en général, et les échanges extérieurs, en particulier, avec une faible demande à l'étranger des produits de l'Union. Ainsi, les exportations de l'Union (hors Bénin) se replient de 0,6% (-22,4 mds), comparativement au second trimestre de l'année, et les importations augmentent de 4,7% sur la même période.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est dégradé au cours du trimestre sous revue. S'agissant des agrégats monétaires, la masse monétaire a progressé, mais les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs ont enregistré des baisses.

.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est élaborée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 49 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges des Etats membres de l'UEMOA, au troisième trimestre 2020, et fait une brève projection du trimestre suivant. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'octobre 2020 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2020. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale devrait se contracter en 2020, avec une croissance projetée à -4,4% (soit 0,5 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu en juin par les « Perspectives de l'économie mondiale »), contre 2,8% en 2019, en raison de la pandémie de coronavirus. Elle devrait croitre de 5,2% en 2021.

En mai et juin de cette année, l'économie mondiale s'est légèrement redressée, après le grand confinement des mois précédents. Ainsi, le deuxième trimestre a été meilleur que le premier. Toutefois, la pandémie repart de plus belle dans certaines régions du monde et beaucoup de pays ont retardé la réouverture de leurs économies ou imposé des confinements partiels.

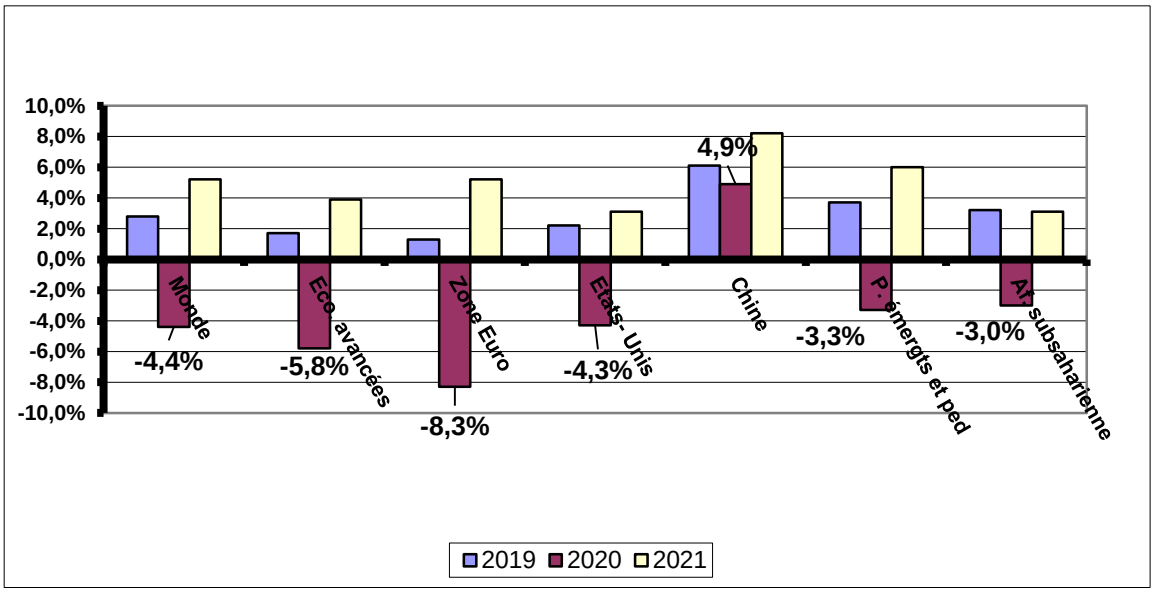
Aux Etats-Unis, suite aux conséquences de la pandémie qui a durement touché le pays, la croissance économique devrait reculer de 4,3%, en 2020, après une hausse de 2,2% en 2019. Ces chiffres, meilleurs que ceux prévus initialement, tiennent au redressement observé au troisième trimestre de l'année. En 2021, un rebond de 3,1% de la croissance économique est attendu, suivant les hypothèses de contrôle de la pandémie en fin 2020 – début 2021.

En Zone euro, la croissance de l'économie passerait de 1,3% en 2019 à -8,3% en 2020, en raison d'un fléchissement plus marqué qu'aux Etats-Unis, au premier semestre de l'année. Cette contreperformance moins mauvaise que celle prévue en juin s'expliquerait, principalement, par de meilleurs résultats au deuxième trimestre 2020. En 2021, la croissance devrait remonter pour se situer à 5,2%, dans les mêmes conditions de reprise des activités.

En Chine, la croissance devrait ralentir pour ressortir à 1,9% en 2020, après 6,1% en 2019. Bien qu'elle soit le premier pays touché par la pandémie, les conséquences de cette dernière semblent y avoir été moins graves que dans les pays avancés, puisque les autorités chinoises ont pu contenir la propagation du virus et limiter les conséquences de la crise. En 2021, une croissance économique de 8,2% est attendue.

Quant à l'Afrique subsaharienne, même si elle est moins touchée par la pandémie, sa croissance économique serait de -3,0% en 2020, contre 3,2% en 2019, en liaison avec les mesures prises par la quasi-totalité des Gouvernements du continent pour freiner la propagation du virus. En 2021, la croissance économique devrait se situer à 3,1%.

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation globale devrait baisser dans les pays avancés, pour l'année en cours, avec un taux qui passerait à 0,8%, contre 1,4% une année plus tôt. Il faut lier cette baisse à la chute des cours des produits alimentaires de base, et partant, à la baisse généralisée du commerce pendant la crise sanitaire. Une autre explication de cette évolution des prix est le recul de la demande finale. La reprise des activités en 2021 devrait induire une remontée de l'inflation à 1,6%.

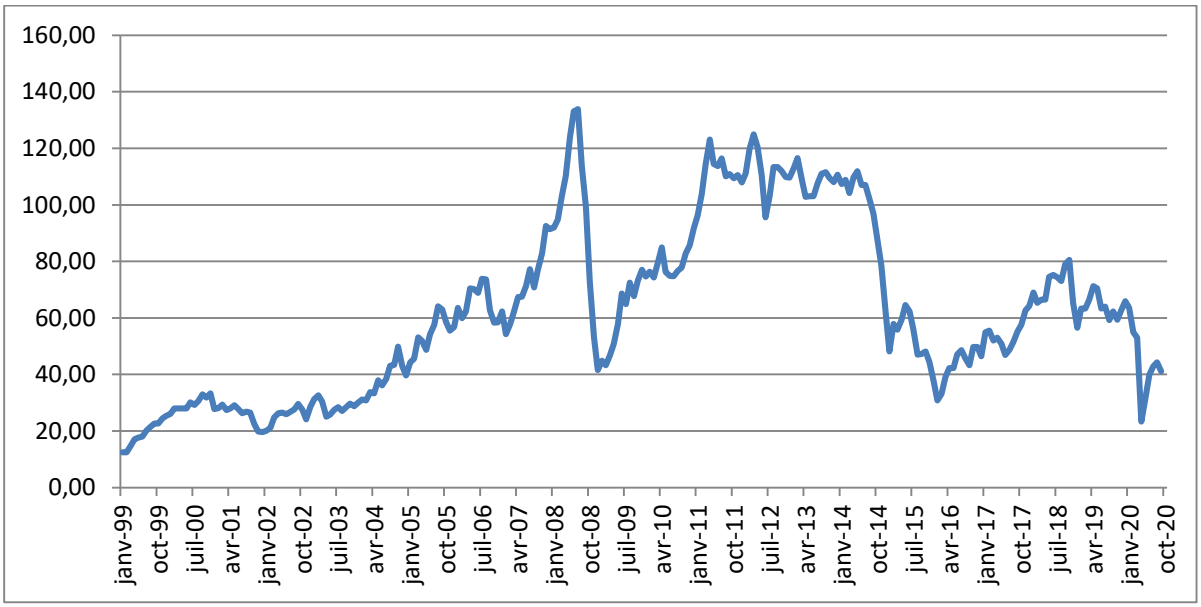
Une diminution du niveau des prix sera observée dans les pays émergents et en développement. Le taux d'inflation passerait de 5,1% en 2019 à 5,0% pour l'année en cours, à cause de l'impact relativement moindre de la pandémie sur le commerce de ce groupe de pays car, contrairement aux pays avancés, leurs Gouvernements n'ont

pas adopté de mesures de confinement, à l'exception de l'Afrique du Sud. La normalisation progressive des activités commerciales en 2021 permettrait de garder l'inflation à 4,7%.

1.3. Cours des matières premières

Les cours du pétrole brut (Brent) ont progressé de 36,0% au troisième trimestre 2020, comparativement au trimestre précédent. Cette importante hausse des cours du brut provient de la hausse de la demande mondiale, consécutive à la reprise de l'activité dans les pays avancés, au troisième trimestre 2020, en lien avec les mesures de déconfinement décidées par la plupart des Gouvernements. En glissement annuel, les cours ont reculé de 31,0%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)



Une progression de 11,8% entre le troisième et le deuxième trimestre 2020 a été notée pour les cours de l'once d'or. Une telle évolution est la résultante des difficultés de l'économie mondiale face à la crise sanitaire qui redonnent au métal jaune son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours augmentent de 29,6%.

Les cours du cacao ont progressé de 1,3% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse s'explique surtout par le regain de la demande mondiale, suite à l'accalmie observée au niveau de la crise sanitaire. Par rapport au même trimestre de 2019, les cours du cacao ont stagné.

Entre le troisième et le deuxième trimestre de l'année 2020, les cours du café robusta ont progressé de 10,6%. A l'instar de l'évolution des cours du cacao, cette hausse des prix du café est la conséquence de la hausse de la demande mondiale. En effet, la plupart des pays ont rouvert les bars et restaurants au cours de cette période. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 0,6%.

Les cours du coton, quant à eux, ont progressé de 6,2%, comparativement au trimestre précédent et ont baissé de 3,8% en glissement annuel. Cette évolution est liée, comme

pour les autres matières premières, à une bonne tenue de la demande mondiale face à la hausse du niveau de l'activité économique dans les pays avancés au cours du trimestre sous revue.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2019	2020		Variations en %	
		T3	T2	T3	20T3/20T2	20T3/19T3
Pétrole brut (Brent)	$ / bbl	61,9	31,4	42,7	36,0	-31,0
Cacao	c / kg	230,0	227,0	230,0	1,3	0,0
Café arabica	c / kg	287,0	328,0	350,0	6,7	22,0
Café robusta	c / kg	158,0	142,0	157,0	10,6	-0,6
Huile d'arachide	$/tm	1 451,0	1 604,0	1 879,0	17,1	29,5
Huile de palme	$tm	570,0	611,0	751,0	22,9	31,8
Huile de palmiste	$tm	596,0	720,0	730,0	1,4	22,5
Maïs	$ / tm	170,1	146,3	156,0	6,6	-8,3
Riz brisé 5%	$ / tm	424,3	531,3	497,3	-6,4	17,2
Sorgho	$ / tm	152,4	171,2	184,6	7,8	21,1
Blé	$ / tm	201,1	210,7	213,8	1,5	6,3
Banane	$ / tm	85,0	90,0	89,0	-1,1	4,7
Sucre	c/kg	27,0	24,0	28,0	16,7	3,7
Bois (Sawnwood) Caméroun	$/décimètre cube	590,4	594,8	619,3	4,1	4,9
Coton (A Index)	c/kg	160,0	145,0	154,0	6,2	-3,8
Phosphate roche	$/ tm	78,5	70,8	77,1	8,9	-1,8
Or non monétaire	$/ toz	1 475,0	1 710,0	1 912,0	11,8	29,6

Source : PINKSHEET (Banque mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 0,7% en 2020, contre 2,3% en 2019, au niveau du LIBOR. En 2021, ce taux pourrait être de 0,4%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois se situerait à -0,4% en 2020, comme en 2019. En 2021, ce taux serait de -0,5%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de 0,0% comme en 2019. En 2021, ce taux se maintiendrait.

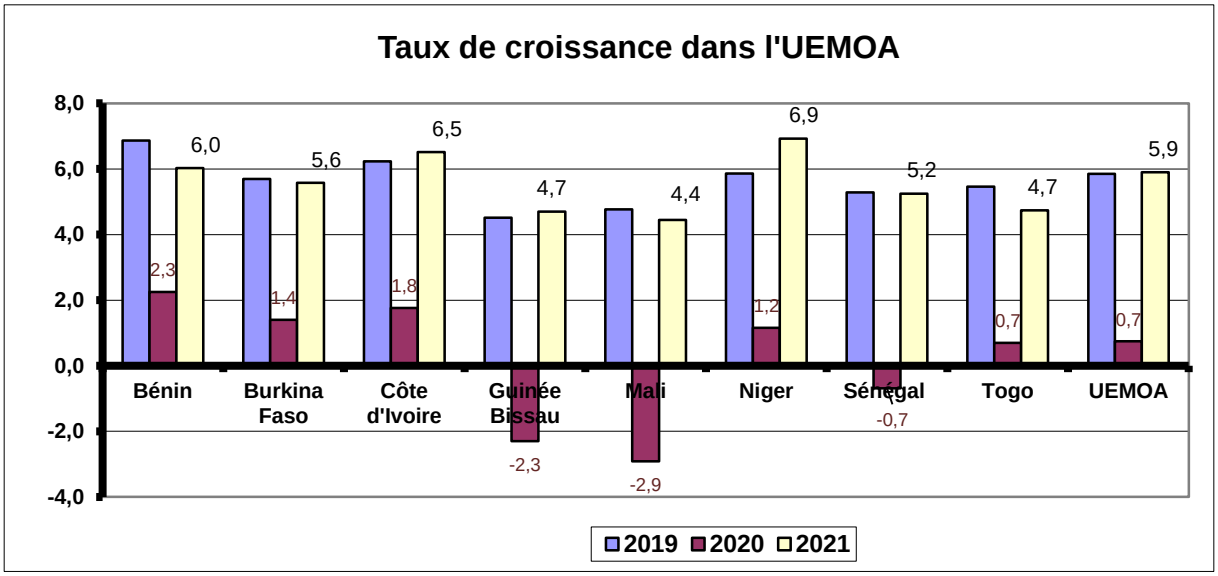
Aux Etats–Unis, en Europe et au Japon, les banques centrales maintiennent leurs taux à des niveaux bas pour favoriser la relance des activités économiques pendant et après la crise sanitaire.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

Les estimations de croissance pour l'année 2020 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 0,7%, contre une projection initiale de 6,6%. Les effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats de l'Union expliquent cette situation. Le taux de croissance par Etat se présenterait, en 2020, comme suit : Bénin (+2,3%), Burkina Faso (+1,4%), Côte d'Ivoire (+1,8%), Guinée-Bissau (-2,3%), Mali (-2,9%), Niger (+1,2%), Sénégal (-0,7%) et Togo (+0,7%).

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Activité agricole

Les résultats de la campagne agricole 2019/2020 indiquent que pour le Burkina Faso, la Guinée Bissau et le Togo, la production d'exportation a enregistré des hausses respectives de 13,0%, 12,0% et 9,5%. Pour le Burkina Faso, la bonne performance des cultures d'exportation s'explique, en partie, par une augmentation de 26,1% de la production de coton.

Quant à la production vivrière, les plus fortes progressions ont été également enregistrées au Burkina Faso et au Mali, avec des augmentations respectives de 13,0% et 7,8%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon résultat se justifie par une hausse de 34,0% de la production d'ignames et une augmentation de 10,0% de celle de patate.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2019/2020

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin[1]	11 134 820	3,6	1 253 070	2,6
Burkina Faso	5 846 302	13,0	1 375 709	13,0
Côte d'Ivoire	19 522 444	3,7	5 458 579	1,7
Guinée Bissau	443 852	3,1	202 500	9,5
Mali	10 953 234	7,8	691 300	5,3
Niger	7 876 618	-9,7	9 857 807	18,7
Sénégal	3 996 939	1,8	2 628 280	0,09
Togo	3 626 261	2,7	189 318	12,0
UEMOA	63 400 670	2,9	21 656 563	9,6

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle[2]

L'indice de la production industrielle de la Guinée Bissau a progressé de 54,2%, au troisième trimestre 2020, comparativement au trimestre précédent. L'augmentation de la production des branches « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+10,7%) et « captage, épuration et distribution d'eau » (+29,1%) explique essentiellement cette hausse. En glissement annuel, l'indice progresse de 60,2%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle

Pays	3T19	2T20	3T20	Variations (%)	
				3T20/2T20	3T20/3T19
Bénin	139,9	101,3	nd	nd	nd
Burkina Faso	145,1	nd	nd	nd	nd
Côte d'Ivoire	97,3	95,7	nd	nd	nd
Guinée Bissau[3]	119,0	123,6	190,7	54,2	60,2
Mali	87,9	97,2	90,5	-6,9	3,0
Niger	115,5	nd	nd	nd	nd
Sénégal	122,9	134,3	119,5	-11,1	-2,8
Togo	120,0	81,6	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres

La production industrielle, mesurée par l'IHPI, a baissé de 6,9% au Mali, entre le troisième et le deuxième trimestre de l'année 2020. Cette diminution est le résultat de la baisse de la production des branches « égrenage de coton » (-100%), « fabrication de produits chimiques » (-42,6%) et « production d'électricité et de gaz » (-16,9%). Dans le même temps, une hausse importante est à relever pour la production de la

[1] La production d'exportation ne comprend pas celles de canne à sucre et de tabac.
[2] Seuls trois (03) pays (Guinée-Bissau, Mali et Sénégal) ont communiqué à bonne date, les données du troisième trimestre 2020 de la production industrielle.
[3] IPI de la BCEAO

branche « édition, imprimerie et reproduction » (+55,3%). En glissement annuel, l'indice augmente de 3,0%.

Sur la période revue, l'IHPI a baissé au Sénégal de 11,1%. Ce résultat se justifie principalement par la diminution de la production dans les branches « industries alimentaires » (-32,4%) et « industries chimiques » (-17,6%). Comparativement à la même période de l'année 2019, la production industrielle a baissé de 2,8%.

Activité dans le commerce et les services[4]

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail[5] a progressé de 8,7%, en Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2020, comparativement au trimestre précédent. Cette bonne performance s'explique notamment par les hausses notées au niveau des branches « Autres appareils électriques et électroniques non ménagers » (+58,0%), « véhicules automobiles neufs » (+31,5%) et « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires» (+344,5%). En glissement annuel, l'indice diminue de 1,8%.

Pour la Guinée Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail[6] a progressé de 3,5% sur la période sous revue. Cette amélioration résulte principalement des augmentations notées au niveau des « produits de l'alimentation » (+6,3%) et des « automobiles, motocycles et pièces détachées » (+3,9%). En glissement annuel, l'indice progresse de 12,4%.

Quant au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce affiche une hausse de 7,3%, au troisième trimestre 2020, comparativement au deuxième trimestre de la même année. Cette progression fait notamment suite à l'augmentation du chiffre d'affaires du commerce de détail (+13,0%) et de celui du commerce de gros (+5,2%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 0,09%, surtout en raison du « commerce de gros ».

L'indice du chiffre d'affaires des services, pour sa part, a progressé de 2,4%, au troisième trimestre 2020, comparativement à un trimestre auparavant, Cette augmentation provient d'une hausse au niveau des activités d'hébergement et de restauration (+14,6%) et des activités de service et de soutien au bureau (+10,6%). En glissement annuel, cet indice a reculé de 7,3%.

Créations d'entreprises

Une baisse de 7,6% a été observée au Bénin, au troisième trimestre 2020, en matière de création d'entreprises, comparativement au deuxième trimestre de l'année. Ainsi 6989 entreprises ont été enregistrées, contre 7567 au trimestre précédent. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées recule de 5,7%.

En Guinée-Bissau, 121 entreprises ont été enregistrées, au troisième trimestre 2020, contre 72 au trimestre précédent, soit une hausse de 68,6%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 13,1%.

[4] Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services
[5] Produit par la BCEAO.
[6] Produit par la BCEAO

Au troisième trimestre de cette année, au Niger, 1383 entreprises ont été enregistrées, contre 1128 un trimestre plus tôt, soit une hausse de 22,6%. Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 13,6%.

Une hausse de 69,4% des créations d'entreprises a été observée, au troisième trimestre de l'année 2020, au Sénégal, par rapport au trimestre précédent (11788 entreprises ont été enregistrées, contre 6957). Les entreprises créées sont essentiellement individuelles (99,2%). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre baisse de 6,4%.

Au Togo, au troisième trimestre 2020, 3464 entreprises ont été enregistrées, contre 2395 au trimestre précédent, soit une hausse de 44,6%. Par rapport à la même période de l'année 2019, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 17,0%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du troisième trimestre de l'année 2020, l'indice harmonisé des prix à la consommation est ressorti en hausse de 1,2%, en variation trimestrielle, pour se situer à 106,0 contre 104,8, un trimestre plus tôt. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une progression de 2,9%.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2019		2020			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T20/ 2T20	3T20/ 3T19
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	104,1	103,6	104,4	107,2	109,3	2,0	5,0
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	112,0	111,7	111,2	110,7	114,9	3,7	2,6
Articles d'habillement et chaussures	703,2	104,0	104,4	104,8	104,8	105,0	0,2	1,0
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	103,6	104,8	105,9	104,1	105,0	0,9	1,3
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	103,4	103,7	104,0	104,5	104,4	-0,2	0,9
Santé	423,2	102,5	102,9	103,3	103,1	103,9	0,8	1,4
Transport	891,8	100,0	100,3	100,7	100,7	101,3	0,6	1,3
Communication	486,5	95,9	95,0	94,3	93,8	94,7	0,9	-1,2
Loisir et culture	253,7	102,1	102,5	102,3	102,3	102,4	0,1	0,3
Enseignement	231,2	104,0	105,3	105,4	105,5	105,5	0,0	1,5
Restaurant et hôtel	638,8	104,3	104,8	105,6	106,0	106,8	0,8	2,5
Biens et services divers	444,2	104,2	104,5	104,6	104,7	105,2	0,5	1,0
Total	**10000,0**	**103,0**	**103,1**	**103,7**	**104,8**	**106,0**	**1,2**	**2,9**

Source : Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle, l'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix permet de noter qu'elle a été principalement induite par la hausse de 2,0% du sous-indice de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » et, dans une moindre mesure, par celle du sous-indice de la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,9%). En effet, ces hausses n'ont été que partiellement atténuées par la baisse observée au niveau de la fonction « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (-0,2%). Toutes les autres composantes de l'IHPC ont, quant à elles, enregistré des hausses contenues en deçà de 1,0% sur la période considérée. Cela a notamment été le cas pour la fonction « Transport » dont l'indice des prix s'est affiché en hausse modérée de 0,6%, sur la période considérée.

En glissement annuel, la hausse des prix observée (+2,9%), relativement importante, tient aussi essentiellement à l'évolution des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées », qui ont connu une progression remarquable de 5,0% sur la période, et dans une moindre mesure, aux augmentations de prix constatées au niveau des fonctions « Restauration et hôtel » (+2,5%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,3%), « Transport » (+1,3%). L'évolution à la hausse du niveau général des prix a n'a été que partiellement atténuée par la baisse enregistrée au niveau du sous-indice de la fonction « Communication » (-1,2%) de l'IHPC.

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2019			2020		Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim 1	Trim2	Trim3	3T20/ 2T20	3T20/ 3T19
BENIN	759,7	100,4	101,4	103,6	104,2	104,9	0,6	4,5
BURKINA	1 258,0	102,1	101,7	101,8	103,7	105,5	1,7	3,3
COTE D'IVOIRE	3 130,8	103,7	104,3	105,6	106,8	106,3	-0,4	2,5
GUINEE-BISSAU	140,7	104,9	105,1	105,3	106,6	106,5	-0,1	1,6
MALI	1 428,2	101,7	100,3	101,3	99,4	103,0	3,6	1,3
NIGER	1 110,6	101,5	101,6	101,9	104,2	107,0	2,7	5,4
SENEGAL	1 490,9	105,6	106,4	105,7	106,3	108,5	2,1	2,8
TOGO	681,1	103,7	103,2	105,5	106,3	106,0	-0,3	2,3
UEMOA	**10 000,0**	**103,0**	**103,1**	**103,7**	**104,8**	**106,0**	**1,2**	**2,9**

Source : Commission de l'UEMOA

L'analyse de la dynamique de l'IHPC au travers des évolutions constatées dans les Etats membres permet de noter que la hausse de l'indice général des prix, observée en variation trimestrielle, résulte d'évolutions quelque peu contrastées à travers lesdits Etats membres. En effet, les évolutions à la hausse notamment relevées au Sénégal (+2,1%), au Mali (+3,8%), au Niger (+2,6%), au Burkina Faso (+1,7%) et au Bénin (+0,6%) n'ont pas été totalement amorties par la légère baisse de l'IHPC observée en Côte d'Ivoire (-0,4%) sur la même période et, dans une moindre mesure, par celles relevées au Togo (-0,3%) et en Guinée-Bissau (-0,1%). En glissement annuel, l'évolution généralisée à la hausse observée pour le niveau général des prix de l'Union a, encore une fois, été essentiellement impulsée par la hausse de l'IHPC en Côte

d'Ivoire (+2,5%) et, dans une moindre mesure, par celles enregistrées au Sénégal (+2,4%), au Bénin (+26,8%), au Niger (+5,4%) et au Burkina Faso (+3,3%).

Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au troisième trimestre de l'année 2020, une légère augmentation de 0,6%, par rapport au deuxième trimestre de la même année. Quant aux prix des produits énergétiques, ils ont connu une hausse d'une ampleur comparable (+0,8%) sur la même période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est restée stable (+0,0%), en variation trimestrielle.

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée -Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	0,2	3,9	0,0	-1,3	2,9	2,8	-0,5	0,0	1,3
Indice Energie	-0,1	-0,9	0,4	0,1	0,0	0,5	0,0	-2,1	-0,1
Taux d'inflation sous-jacente	**0,6**	**0,1**	**0,4**	**-0,2**	**1,0**	**0,1**	**0,2**	**0,1**	**0,3**
produits locaux	0,4	1,3	0,4	-0,6	2,1	1,6	0,0	0,1	0,7
produits importés	0,3	0,5	0,1	-0,2	0,1	0,4	0,1	-0,5	0,2
produits du secteur primaire	-0,4	3,3	-0,2	-1,6	3,1	2,5	-0,1	1,0	1,3
produits du secteur secondaire	0,8	0,0	0,3	-0,3	0,4	0,8	0,0	-0,6	0,2
produits du secteur tertiaire	0,5	-0,8	0,5	0,3	1,3	0,4	0,1	0,7	0,4
Biens non durables	0,4	1,8	0,1	-0,7	2,0	1,3	-0,1	-0,3	0,8
Biens semi durables	0,1	0,0	0,1	0,0	-0,4	-0,2	0,0	0,2	0,0
Biens durables	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,2	0,0

Source : Commission de l'UEMOA

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les neuf (09) premiers mois de l'année 2020, le taux d'inflation annuel moyen a été prévu à 2,1% à la fin de l'année 2020.

2.3. Secteur extérieur

Le troisième trimestre 2020 a été marqué, comme le trimestre précédent, par les effets de la pandémie du Covid-19 sur l'activité économique, en général, et les échanges extérieurs, en particulier, avec une faible demande à l'étranger des produits de l'Union. Ainsi, les exportations de l'Union (hors Bénin) se replient de 0,6% (-22,4 Mds), comparativement au second trimestre de l'année, et les importations augmentent de 4,7% (+209,9 Mds) sur la même période.

Exportations

Les ventes des produits de l'Union hors Bénin se sont contractées de 22,4 Mds (-0,6%) au troisième trimestre 2020, comparativement au second trimestre de la même année. Cette légère baisse des exportations résulte principalement des contre-performances enregistrées en Côte d'Ivoire (-92,0 Mds) et au Mali (-73,0 Mds) qui ont atténué les hausses observées dans les autres Etats membres, à savoir le Burkina Faso (+13,1

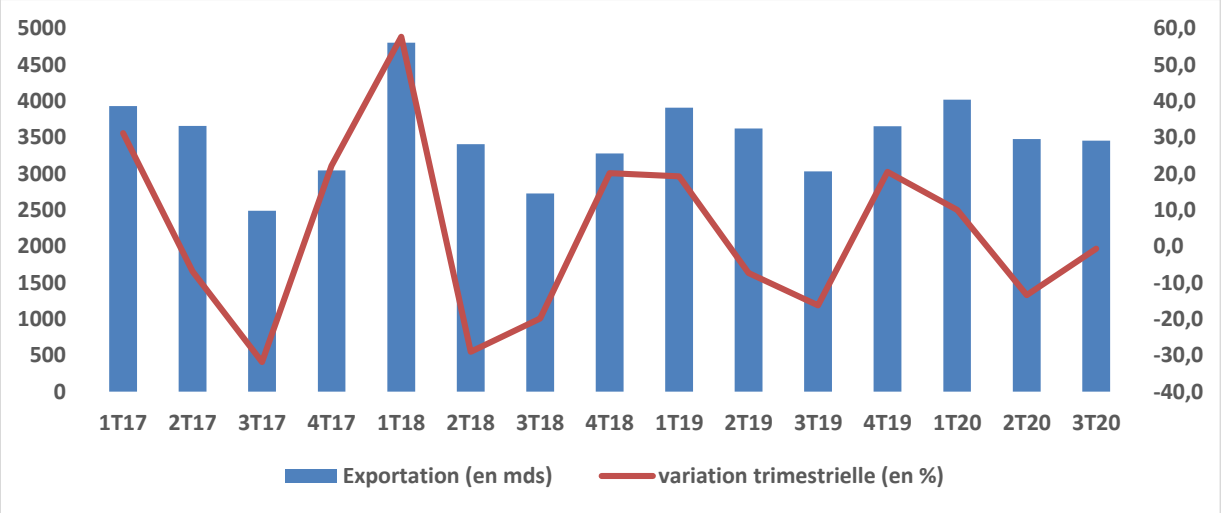
Mds), la Guinée Bissau (+34,7 Mds), le Niger (+54,4 Mds), le Sénégal (+27,6 Mds) et le Togo (+12,8 Mds) (voir détail des chiffres en annexes).

Les replis des exportations en Côte d'Ivoire et au Mali font suite à ceux observés au trimestre précédent. Ils seraient liés, dans le premier cas, entre autres, à la baisse des volumes et prix des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation, alors que dans le second cas, le contexte socio-politique interne et la chute de la production de coton y ont fortement contribué, en dépit de la hausse des prix de l'or qui constitue le principal produit d'exportation du pays.

Pour les Etats membres dont les exportations ont augmenté, il faut noter que les ventes de la Guinée Bissau ont plus que triplé, suivies respectivement, en variation trimestrielle, par le Niger (+25,3%), le Togo (+12,5%), le Sénégal (+6,4%) et le Burkina Faso (+2,2%). La performance du Niger s'explique par les ventes de tous les produits, à l'exception de ceux de l'agriculture. En effet, les exportations des produits miniers ont progressé de 23,6%, tirées principalement par les ventes d'or (+29,5%), du fait essentiellement de la hausse des prix, tandis celles d'hydrocarbures ont augmenté de 16,9%, grâce à l'augmentation des volumes (43,8%). Toutefois, les exportations des produits agricoles ont chuté de 52%, suite au repli des ventes d'oignons (-62,2%) et de souchet (-19,8%), atténué par la hausse de celles de niébé (+71,0%).

Pour ce qui est du Sénégal, l'augmentation des exportations s'explique, essentiellement, par le renforcement de la valeur des ventes d'or brut (+59,4 Mds), de produits pétroliers (+17,3 Mds), de titane (+6,8 Mds) et de ciment (+3,0 Mds), sous l'effet des hausses respectives des volumes de 82,5%, 110,8%, 74,2% et 17,1%. Toutefois, ces hausses ont été atténuées par les évolutions constatées au niveau des exportations des produits alimentaires (-39,9 Mds), d'acide phosphorique (-15,4 Mds) et de zircon (-2,1 Mds).

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union hors Bénin



Source : à partir des données des INS des Etats

En outre, une contraction des exportations est relevée pour les produits alimentaires, imputable au repli des ventes à l'étranger de produits arachidiers (-17,2 Mds), de

produits halieutiques (-14,2 Mds) et de légumes frais (-8,4 Mds). Les exportations du Sénégal vers l'UEMOA sont évaluées à 85,9 milliards au troisième trimestre 2020, contre 113,2 milliards, au trimestre précédent (-24,1%). Elles ont représenté 18,7% des exportations totales du pays, contre 26,3% au 2ème trimestre de 2020. Le Mali, reste le principal client du Sénégal dans l'Union, avec une part évaluée à 57,5%, contre 48,5% au trimestre précédent. Les exportations vers ce pays portent, essentiellement, sur le ciment, avec une part estimée à 34,5% du total des exportations vers ce pays.

Comparativement au même trimestre de l'année 2019, les exportations de l'Union hors Bénin, au troisième trimestre 2020, sont en hausse de 14,0% (+423,3 Mds), en lien avec les augmentations enregistrées dans tous les Etats, à l'exception de la Côte d'Ivoire (-5,9%) et du Sénégal (-2,4%). Pour ce qui est du Sénégal, la contraction des exportations, en glissement annuel, provient essentiellement de la baisse des ventes de produits alimentaires (-35,7 Mds), d'acide phosphorique (-11,8 Mds), de zircon (-2,6 mds), de ciment (-2,3 Mds) et de produits pétroliers (4,8 Mds). Par contre, les exportations se sont affichées en hausse pour l'or non monétaire (+33,8 Mds), le titane (+8,5 Mds), les engrais minéraux et chimiques (+3,7 Mds).

En ce qui concerne les autres Etats, en valeur absolue, la plus forte hausse est observée au Burkina Faso (+210,8 Mds), suivi respectivement du Niger (+162,6 Mds), du Mali (+88,2 Mds), de la Guinée Bissau (+44,2 Mds) et du Togo (+18,2 Mds).

En moyenne, sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2020, en dépit de la crise sanitaire et économique, les exportations de l'Union hors Bénin, comparativement à celles de 2019, ont augmenté de 3,7% (+130,1 Mds), ressortant à 3651,2 Mds.

Importations

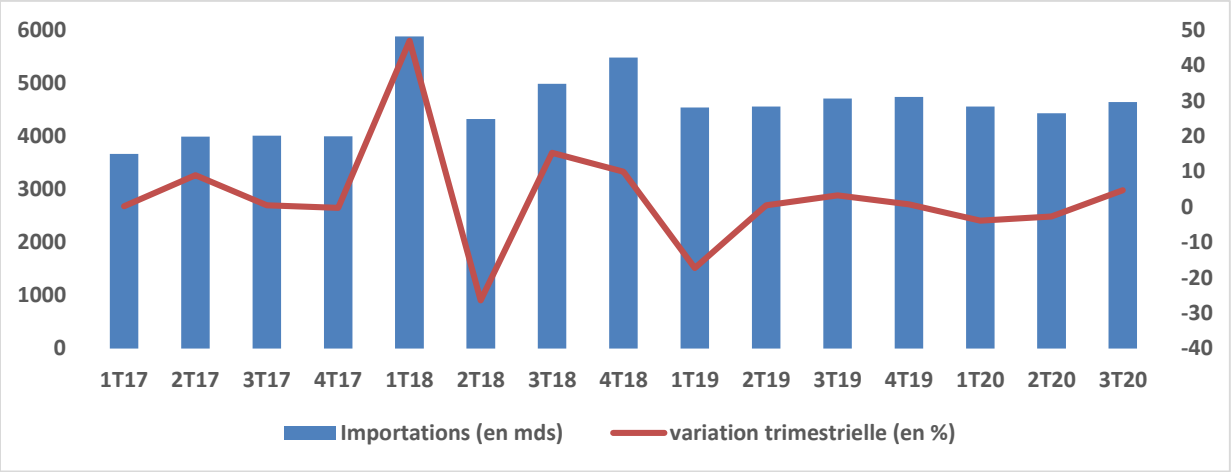
Les achats à l'extérieur des produits de l'Union hors Bénin, au troisième trimestre 2020, ont progressé de 4,7% (+209,9 Mds), par rapport au trimestre passé, en lien avec les effets combinés des hausses enregistrées au Burkina Faso (+19,9 Mds), en Côte d'Ivoire (+253,2 Mds) et au Togo (+55,0 Mds) et des baisses dans les autres Etats que sont la Guinée Bissau (-0,7 Mds), le Mali (-13,0 Mds), le Niger (-99,7 Mds) et le Sénégal (-4,8 Mds).

L'examen par Etats membres relève qu'au Sénégal, le baisse des importations est imputable, principalement, au repli des achats à l'étranger de produits pétroliers (-68,0 Mds) et de produits alimentaires (-15,2 Mds), ce dernier étant lié à la diminution des achats à l'extérieur de riz (-43,9 Mds) dont les quantités se contractent de 51,6%. Toutefois, ces baisses ont été atténuées par les hausses relevées au niveau des importations de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles» (+11,7 Mds), de « machines, appareils et moteurs » (+7,8 Mds), de « pierre céramique et verre » (+4,9 Mds) et de produits pharmaceutiques (+2,7 Mds).

En glissement annuel, les importations de l'Union hors Bénin ont enregistré une baisse de 63,4 Mds (-1,3%) résultant des effets combinés de leur recul au Burkina Faso (-1,3%), en Côte d'Ivoire (-1,9%), au Mali (-6,5%) et au Sénégal (-12%) et de leur hausse en Guinée Bissau (+12,8%), au Niger (+35,6%) et au Togo (+15,8%).

Sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2020, les achats de l'Union hors Bénin se sont inscrits en baisse de 63,4% (-1,3%), comparativement à la moyenne de ceux de l'année précédente.

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

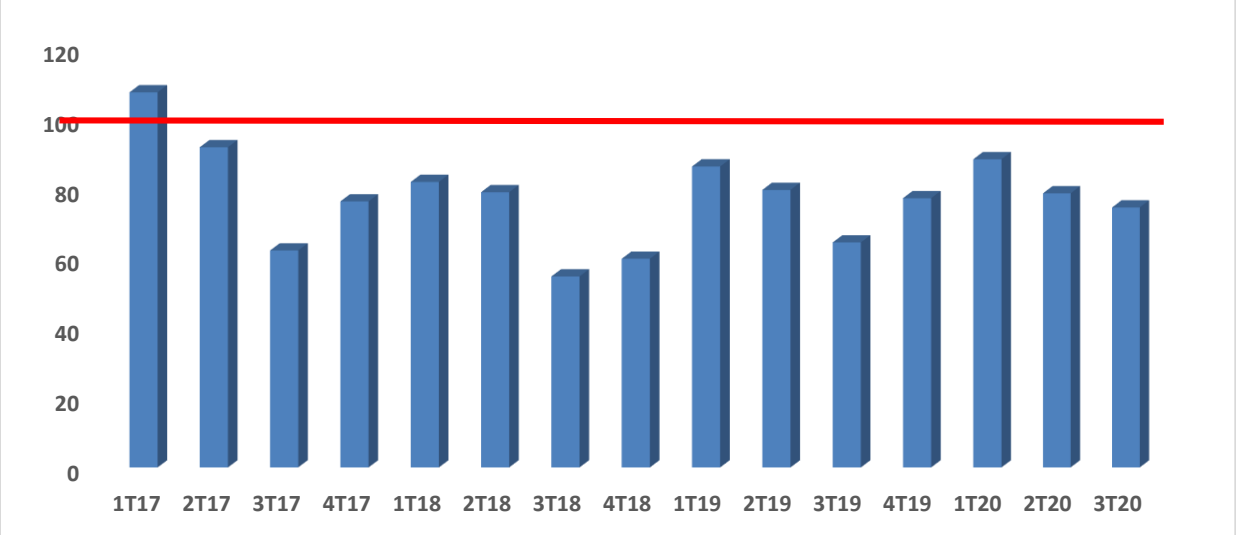


Source : à partir des données des INS des Etats

Taux de couverture

Au troisième trimestre 2020, le taux de couverture des importations par les exportations de l'Union hors Bénin s'est réduit de quatre (04) points de pourcentage (pp), par rapport au trimestre précédent, se situant à 74,4%.

Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des exportations par les importations de l'Union (en %)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Par Etats, le Burkina Faso (105,7%) et la Guinée Bissau (150,4%) sont les pays pour lesquels les exportations couvrent totalement les importations, au troisième trimestre 2020. Pour ce qui des autres Etats membres de l'Union, le taux de couverture de la Côte d'Ivoire est celui qui a le plus diminué, passant de 108,3%, au second trimestre 2019, à 86,1%, au second trimestre 2020. De même des diminutions ont été relevées

au Mali (-9,3 pp) et au Togo (-2,0 pp), alors que des améliorations sont à noter pour le Niger (+29,3 pp) et le Sénégal (+3,0 pp).

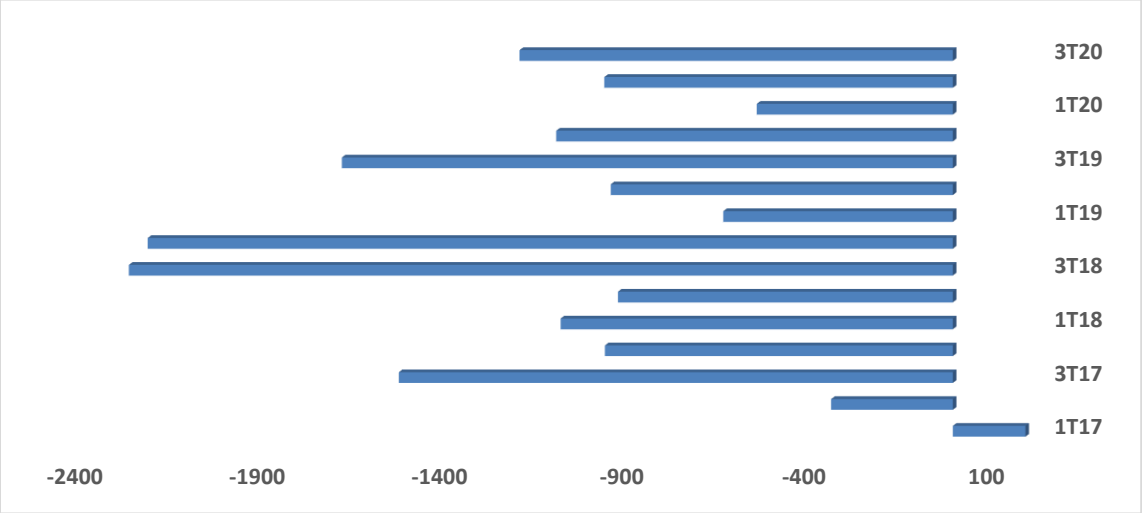
En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union hors Bénin est en hausse de 10,0 pp, tiré par les améliorations enregistrées dans tous les Etats, à l'exception de la Côte d'Ivoire (-3,6 pp).

Solde commercial

Le déficit commercial de l'Union hors Bénin, au troisième trimestre 2020, s'est creusé de 232,3 Mds, comparativement au trimestre précédent. Cette situation résulte de la baisse des exportations qui a été plus importante que celle des importations. L'examen par pays relève une atténuation du déficit en Guinée Bissau (+35 Mds), au Niger (+154,1 Mds) et au Sénégal (+32,0 Mds), contrairement aux autres Etats.

En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est résorbé de 486,7 Mds. Le solde commercial s'est creusé en Côte d'Ivoire et au Togo.

Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)



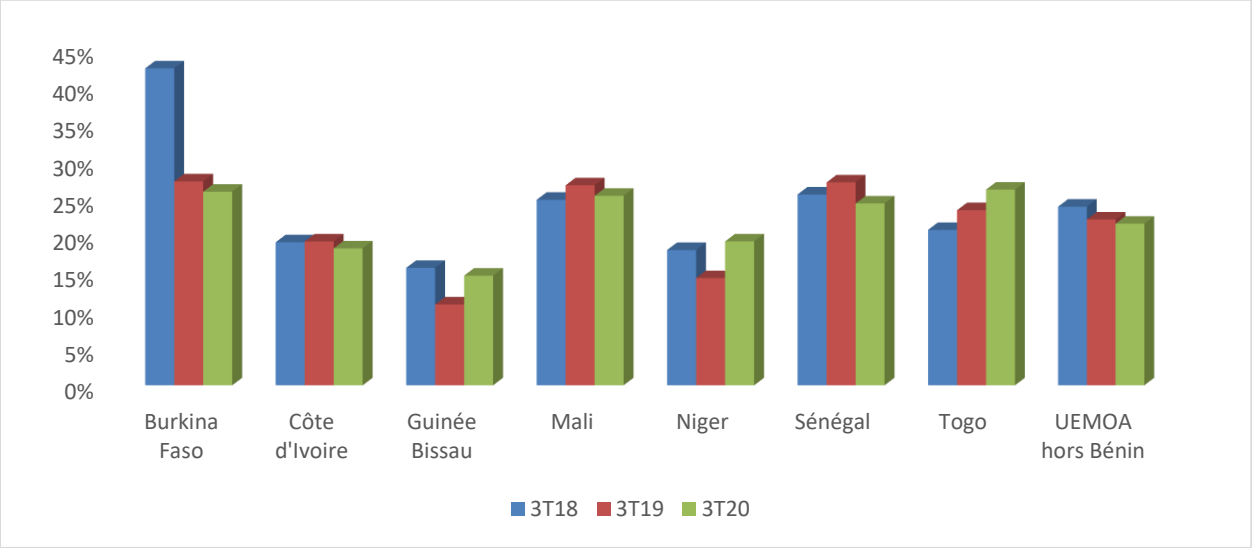
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le troisième trimestre 2020 est caractérisé par une hausse de 0,8 pp du taux de pénétration de l'Union hors Bénin, comparativement au trimestre précédent.

Par rapport au même trimestre de 2019, le taux de pénétration de l'Union hors Bénin s'est réduit de 0,6 pp, au troisième trimestre 2020. Ce taux demeure toujours faible et volatile au regard des ventes des Etats membres qui continuent à être dominées par les matières premières de base, d'où la nécessité de poursuivre les efforts de diversification des économies nationales afin de mieux les intégrer dans le commerce mondial.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.4. Finances publiques

Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2020, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 3441,9 Mds, contre 3425,1 Mds au troisième trimestre de l'année précédente. Cette évolution correspond à une hausse de 16,8 Mds, en termes absolus, et à une légère progression relative de 0,5% en glissement annuel.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort que la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales en Côte d'Ivoire (+118,0 Mds, soit +10,2%), au Bénin (+34,8 Mds, soit +13,6%), au Niger (+23,8 Mds, soit +8,2%) et au Mali (+9,8 Mds, soit 2,2%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Sénégal (-131,9 Mds, soit -19,8%), au Burkina Faso (-12,4 Mds, soit -2,9%), en Guinée-Bissau (-11,84 Mds, soit -34,3%%) et au Togo (-13,5 Mds, soit -8,8%).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du troisième trimestre 2020 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte de la dynamique de toutes ses composantes. Les recettes fiscales se sont affichées en hausse de 15,6 Mds (+0,6%), par rapport au troisième trimestre de l'année 2019. Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique par la progression de ces recettes en Côte d'Ivoire (+113,9 Mds, soit +11,9%), au Bénin (+8,5 Mds, soit +4,1%) et au Mali (+5,5 Mds, soit + 1,8%). Sur la période, le Sénégal (-93,4 Mds, soit -15,8%), le Niger (-12,6 Mds, soit -6,7%), la Guinée-Bissau (-2,4 Mds, soit -10,6%), le Togo (-3,7 Mds, soit -2,7%) et le Burkina Faso (-0,1 Mds, soit -0,0%) ont enregistré une diminution de leurs recettes fiscales.

Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	**Burkina Faso**	**Côte d'Ivoire**	**Guinée Bissau**	**Mali**	**Niger**	**Sénégal**	**Togo**
Recettes Totales	**291,7**	**418,4**	**1278,0**	**22,5**	**446,0**	**312,5**	**532,6**	**140,2**
	256,9	*430,8*	*1160,1*	*34,3*	*436,2*	*288,7*	*664,5*	*153,6*
	13,6%	-2,9%	10,2%	-34,3%	2,2%	8,2%	-19,8%	-8,8%
Recettes Fiscales	**215,8**	**360,5**	**1070,9**	**20,2**	**313,9**	**176,0**	**496,8**	**132,7**
	207,3	*360,6*	*957,0*	*22,6*	*308,4*	*188,6*	*590,1*	*136,4*
	4,1%	0,0%	11,9%	-10,6%	1,8%	-6,7%	-15,8%	-2,7%
Recettes non fiscales	**82,9**	**57,8**	**165,5**	**2,3**	**22,4**	**22,0**	**15,7**	**7,3**
	49,5	*70,2*	*155,8*	*4,0*	*26,6*	*12,1*	*29,1*	*17,2*
	67%	-18%	6%	-42%	-16%	82%	-46%	-58%
Dépenses Totales	**476,1**	**457,2**	**1845,3**	**29,8**	**614,5**	**375,0**	**970,8**	**280,8**
	349,5	*546,7*	*1390,8*	*45,2*	*442,1*	*411,0*	*757,4*	*227,0*
	36,2%	-16,4%	32,7%	-34,1%	39,0%	-8,8%	28,2%	23,7%
Dépenses Courantes	**287,0**	**490,9**	**1139,5**	**29,8**	**139,7**	**204,6**	**346,1**	**214,2**
	238,9	*450,8*	*892,2*	*30,9*	*563,3*	*192,2*	*284,0*	*172,8*
	20,2%	8,9%	27,7%	-3,8%	-75,2%	6,5%	21,9%	23,9%
Dépenses en Capital	**189,1**	**247,3**	**541,2**	**0,0**	**201,2**	**170,4**	**354,3**	**66,5**
	110,6	*95,9*	*346,4*	*14,2*	*88,4*	*218,8*	*217,9*	*54,0*
	71,0%	157,9%	56,2%	-100,0%	127,7%	-22,1%	62,6%	23,3%
Solde Global	**-184,4**	**-38,8**	**-567,3**	**-8,1**	**-168,5**	**-62,5**	**-438,2**	**-140,6**
	-92,6	*-115,9*	*-230,7*	*-10,9*	*-5,8*	*-122,3*	*-92,9*	*-73,4*
	99%	-67%	146%	-26%	2795%	-49%	371%	91,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2020, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2019. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

Quant aux recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 11,3 Mds (+3,1%), en glissement annuel. Cette progression a essentiellement été impulsée par la hausse de 33,3 Mds (+67,3%) des recettes non fiscales observée au Bénin, par rapport au troisième trimestre 2019 et, dans de bien moindres mesures, par celles relevées au Mali (+9,9 Mds, soit +81,8%) et en Côte d'Ivoire (+9,8 Mds, soit +6,3%%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en baisse au Sénégal (-13,4 Mds, soit -46,1%), au Burkina Faso (-12,5 Mds, soit -17,7%), au Mali (-4,2 Mds, soit -15,8%) et en Guinée-Bissau (-1,7 Mds, soit -42,1%).

Dépenses

Au troisième trimestre 2020, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 1160,8 Mds, soit une augmentation de 27,8%, en termes relatifs, par rapport au troisième trimestre de l'année 2019. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les hausses relativement importantes, respectivement relevées en Côte d'Ivoire (+454,5 mds, soit +32,7%), au

Sénégal (+213,4 Mds, soit +28,2%), au Mali (+172,4 Mds, soit +39,0%), au Burkina Faso (+191,5 Mds, soit + 35,0%), au Bénin (+126,6 Mds, soit +36,2%), et au Togo (+53,7 Mds, soit +23,7%). En dehors de ces six (06) pays, la Guinée-Bissau (-15,4 Mds, soit -34,1%) et le Niger (-36,0 Mds, soit -8,8%) ont enregistré une baisse.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse des dépenses publiques observée au niveau régional est due, principalement, à la hausse de 623,8 Mds des dépenses en capital de l'Union, soit une progression relative d'environ 54,4%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2019.

Cette évolution des dépenses d'investissement au niveau de la région s'explique notamment par la hausse constatée en Côte d'Ivoire (+194,8 Mds, soit +56,2%), au Sénégal (+136,4 Mds, soit +56,2), au Burkina Faso (+151,4 Mds, soit +157,9%), au Mali (+112,8 Mds, soit +127,7%), au Bénin (+78,5 Mds, soit + 71,0%), et au Togo (+12,6 Mds, soit +23,3%). Sur la période, seuls la Guinée-Bissau (-14,2 mds, soit -100,0%) et le Niger (-48,4 Mds, soit -22,1%) ont affiché des baisses de leurs dépenses d'investissement.

Concernant les dépenses courantes de l'Union, elles sont ressorties en hausse de 26,7 Mds (+0,9%), par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette hausse des dépenses courantes est due, à l'augmentation de celles observées en Côte d'Ivoire (+247,3 Mds, soit +27,7%), au Sénégal (+62,1 Mds, soit +21,9%), au Bénin (+48,1 Mds, soit +20,2%), au Togo (+41,4 Mds, soit +23,9%), au Burkina Faso (+40,1Mds, soit +8,9%) et au Niger (+12,4 Mds, soit +6,5%). Sur la période, la baisse remarquable des dépenses courantes est principalement observée au Mali (-423,6 Mds, soit -75,2%).

Solde budgétaire

Au terme du troisième trimestre 2020, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union s'est dégradée de 1144,0 Mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2019, pour se situer à 1888,6 Mds. Cette dégradation du déficit budgétaire de l'Union résulte principalement de l'impact sur les finances publiques de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ainsi que de la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte des Etats membres de l'Union.

L'augmentation du déficit observée est induite par la hausse des dépenses totales. Cette dégradation du déficit budgétaire résulte du niveau élevé de la dégradation de la position budgétaire qui s'est, respectivement, établie à 345,3 Mds, 336,6 Mds et 203,9 Mds, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Sur la même période, les évolutions les plus remarquables, dans les autres Etats membres de l'Union, ont été relevées au Mali, au Bénin et au Togo, où les déficits budgétaires se sont dégradés, respectivement, de 162,7 Mds, 80,7 Mds et de 59,7 Mds, par rapport à la situation du troisième trimestre 2019, pour se situer à 168,5 Mds, 184,4 Mds et 45,5 Mds au troisième trimestre 2020.

2.5. Situation monétaire

Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre de l'année 2020, la situation monétaire de l'Union affiche une augmentation de 406,7 Mds, en termes absolus, correspondant à une progression relative de 1,3%, en termes relatifs, en variation trimestrielle. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union.

En effet, par rapport au deuxième trimestre 2020, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+273,8 Mds, soit +2,4%), au Sénégal (+159,3 Mds, soit +2,7%), au Niger (+85,9 Mds, soit +6,4%), au Bénin (+44,3 Mds, soit +2,8%), au Togo (+33,1 Mds, soit +1,7%) et en Guinée-Bissau (+2,5 Mds, soit +0,6%). Sur la même période, la masse monétaire a, en revanche, évolué à la baisse au Burkina Faso (-128,2 Mds, soit -2,9%) et au Mali (-63,9 Mds, soit -1,9%).

Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	**1620,9**	**4351,6**	**11533,9**	**397,9**	**3338,6**	**1420,3**	**6023,3**	**1989,7**
	1576,6	*4479,8*	*11260,1*	*395,4*	*3402,5*	*1334,4*	*5864,0*	*1956,6*
	2,8%	-2,9%	2,4%	0,6%	-1,9%	6,4%	2,7%	1,7%
Actifs Extérieurs Nets	**1684,4**	**1859,2**	**2521,8**	**264,5**	**792,6**	**642,3**	**1738,6**	**856,2**
	1626,2	*1962,8*	*2783,7*	*265,2*	*767,3*	*606,0*	*1815,4*	*793,9*
	3,6%	-5,3%	-9,4%	-0,3%	3,3%	6,0%	-4,2%	7,8%
BCEAO	**559,2**	**181,0**	**1677,8**	**182,7**	**212,3**	**483,3**	**1129,7**	**-25,5**
	441,5	*301,8*	*1817,2*	*177,6*	*300,8*	*374,1*	*1283,8*	*33,3*
	26,6%	-40,0%	-7,7%	2,8%	-29,4%	29,2%	-12,0%	-176,7%
Banques Commerciales	**1125,3**	**1678,2**	**843,9**	**81,8**	**580,3**	**158,7**	**608,9**	**760,7**
	1184,7	*1661,0*	*966,5*	*87,6*	*466,5*	*231,9*	*531,7*	*832,9*
	-5,0%	1,0%	-12,7%	-6,6%	24,4%	-31,6%	14,5%	-8,7%
Créances sur les autres secteurs	**1629,7**	**3028,1**	**7391,0**	**138,7**	**2748,6**	**1095,0**	**4372,2**	**1299,5**
	1648,3	*3090,6*	*7335,9*	*132,8*	*2747,2*	*1037,9*	*4477,0*	*1319,9*
	-1,1%	-2,0%	0,8%	4,4%	0,1%	5,5%	-2,3%	-1,5%
Créances nettes sur l'administration centrale	**-190,0**	**77,2**	**3518,8**	**49,7**	**354,0**	**12,3**	**1356,3**	**67,4**
	-276,0	*16,7*	*3167,5*	*63,1*	*458,6*	*-14,8*	*961,1*	*45,1*
	-31,2%	360,8%	11,1%	-21,2%	-22,8%	-183,1%	41,1%	49,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2020, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2020. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du troisième trimestre de l'année 2020 indique une évolution à la baisse, d'un montant de 261,2 Mds (soit -2,5%), par rapport au deuxième trimestre de la même année. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les baisses enregistrées dans les actifs extérieurs nets de certains Etats membres de l'Union, notamment, en Côte d'Ivoire (-262,0 Mds, soit-9,4%), au Burkina Faso (-103,6 Mds, soit -5,3%), au Sénégal (-76,8 Mds, soit -4,2%) et en Guinée-Bissau (-0,7 Mds, soit-0,3%).

Sur la même période, les actifs extérieurs nets ont, en revanche, évolué à la hausse au Togo (+62,2 Mds, soit +7,8%), au Bénin (+58,2 Mds, soit+3,6%) ; au Niger (+36,3 Mds, soit+6,0%) et au Mali (+25,3 Mds, soit+3,3%).

Créances sur les autres secteurs

Sur le troisième trimestre de l'année 2020, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en baisse de 86,7 Mds, soit une diminution de 0,4%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux baisses enregistrées dans la moitié des Etats membres de l'Union, c'est-à-dire, au Sénégal (-104,8 Mds, soit -2,3%), au Burkina Faso (-62,5 Mds, soit -2,0%), au Togo (-20,4 Mds, soit -1,5%) et au Bénin (-18,5 Mds, soit -1,1%). Par contre, le Niger (+57,1 Mds, soit +5,5%), la Côte d'Ivoire (+55,1 Mds, soit +0,8%), la Guinée-Bissau (+5,9 Mds, soit + 4,4%) et le Mali (+1,4 Mds, soit 0,1%) ont affiché des hausses de ces créances du secteur bancaire, sur la période.

Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre de l'année 2020, la situation monétaire de l'Union inique que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 5 245,6 Mds, contre 4 421,3 Mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 824,3 Mds, correspondant à une détérioration relative de 18,6% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment au Sénégal (+395,2 Mds, soit +41,1%) et en Côte d'Ivoire (+351,3 Mds, soit +11,1%). Sur la période, la Guinée-Bissau (-13,4 Mds, soit -21,2%) et le Mali (-104,7 Mds, soit -22,8%) ont affiché une amélioration de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

2.6. Activités de la BRVM[7]

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, dans ses activités, par un repli des principaux indicateurs d'activité du marché, en moyenne, sur la période sous revue. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont diminué respectivement de 18,9% et 16,6%. Ces baisses sont attribuables aux contre-performances enregistrées, notamment dans les secteurs de l'agriculture (-26,8%), de l'industrie (-25,2%) et des services publics (-23,2%).

Par ailleurs, la capitalisation boursière a connu une hausse de 14,2% sur les neuf (09) premiers mois de l'année, résultant du dynamisme du marché des obligations (+40,6%), en dépit d'une baisse observée sur le marché des actions (-10,5%). Parallèlement, la valeur transigée s'est accrue de 57,3%, tandis que le volume transigé se contracte de 25,7%.

En glissement annuel, les valeurs de référence que sont les indices BRVM 10 et BRVM composite ont poursuivi leur évolution à la baisse. Toutefois, le marché a moins accentué ses pertes. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM Composite sont ressortis en retrait de 17,7% et de 14,9% respectivement, après des replis de 18,9% et 18,1% au trimestre précédent. Cette évolution traduit une amélioration des indices boursiers dans un contexte de crise sanitaire.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Septembre 2020 – La pandémie continue de faire des ravages sur le marché du travail. Selon la dernière livraison de l'Organisation internationale du travail (OIT) publiée mercredi 23 septembre, les revenus du travail à l'échelle globale ont baissé de 10,7% pendant les trois premiers trimestres de l'année. Cette perte sèche devrait se traduire par un accroissement de la pauvreté au travail, alors que des populations entières subissent déjà, de plein fouet, les conséquences économiques et sanitaires de la pandémie. La résurgence de cette maladie infectieuse et la multiplication des foyers de contamination ont obligé les statisticiens de l'institution internationale, basée à Genève, à revoir leurs perspectives.

Les dernières projections de l'OIT pour les trois (03) derniers mois de l'année prévoient désormais une baisse globale des heures travaillées de 8,6%, par rapport à la même période de l'année précédente. C'est à comparer à la diminution de 4,9% que prévoyait l'organisation onusienne lors de ses dernières prévisions en juin. Cette nouvelle estimation correspond à la perte de 245 millions d'emplois à temps plein, un peu moins du double des 140 millions estimés en juin.

Source : latribune.fr

[7] Extrait de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin septembre 2020.

Septembre 2020 – L'économie de la zone euro a enregistré un coup d'arrêt en septembre avec le repli de l'activité dans les services. La multiplication des foyers de contamination a obligé les gouvernements à mettre en place de nouvelles mesures de restriction. Résultat, le retour de la croissance au dernier trimestre est de plus en plus incertain selon le dernier indice du cabinet Markit.

Source : latribune.fr

Septembre 2020 - Réduire les inégalités, en favorisant l'emploi des familles à faibles revenus, c'est le nouveau credo de la Fed qui envisage désormais de laisser courir l'inflation au dessus de l'objectif de 2% durant "un certain temps" et de maintenir les taux d'emprunt à un niveau bas pendant beaucoup plus longtemps que lors des expansions économiques précédentes. L'objectif est de corriger les lacunes dans la réalisation d'une des deux missions de la Fed, à savoir atteindre l'emploi maximum, a résumé son président Jerome Powell, à l'occasion du symposium annuel consacré à la politique monétaire qui se tient habituellement à Jackson Hole, dans le Wyoming (ouest des Etats-Unis).Ce changement intervient alors que la pandémie de Covid-19 a plongé la première économie du monde en récession.

Le Produit intérieur brut des États-Unis a enregistré une contraction de 31,7% en rythme annualisé, selon une deuxième estimation révisée en hausse publiée ce jeudi par le département du Commerce.

Concrètement, les modifications apportées à la politique cadre de la Fed prévoient que l'inflation peut rester au-dessus de l'objectif de 2% pendant un certain temps, avant que la Fed n'ait à agir en augmentant les taux d'intérêt, a expliqué le Président de la FED.

Source : latribune.fr

Juillet 2020 – Grâce à sa stabilité, l'or représente la valeur refuge par excellence en période de crispation économique. En pleine crise, ce métal précieux vient d'ailleurs de battre un nouveau record en atteignant, récemment, 1.944,71 dollars l'once dans les échanges asiatiques.

Source : latribune.fr

Juillet 2020 - La Chine, dont le PIB a bondi au deuxième trimestre, est le premier pays à avoir relancé son activité et apparaît à ce titre comme un baromètre pour la reprise espérée de l'économie mondiale.

Un coup d'accélérateur pour la croissance chinoise: le PIB a bondi de 3,2% au deuxième trimestre, après avoir enregistré son plus mauvais résultat historique en début d'année, au moment où l'épidémie de Covid-19 paralysait le pays.

Bien que sujet à caution, le chiffre officiel du PIB chinois, annoncé par le Bureau national des statistiques (BNS), est toujours scruté de près, compte tenu du poids du pays dans l'économie mondiale.

Source : latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Septembre 2020 – Togo - La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), en conseil d'administration du vendredi 25 septembre 2020, a approuvé un financement sous forme de prêt, d'un montant de 20 milliards FCFA pour l'implantation et l'exploitation de la Cimenterie de la Côte ouest-africaine (CimCo) au Togo, filiale togolaise du Groupe CimMetal, basé à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Source : www.republicoftogo.com

Septembre 2020 – Togo - : le Groupe de la Banque mondiale a approuvé ce 10 septembre 2020 un financement de 70 millions $ (environ 39 milliards FCFA). La facilité, qui sera débloquée par l'Association Internationale de Développement (IDA), est destinée à aider le Togo à redresser son économie, fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19. En effet, le financement composé d'un don et d'un prêt de 35 millions $ chacun, permettra au gouvernement, sur le plan sanitaire, d'améliorer la coordination et l'efficacité de la réponse, d'accroître le dépistage et le traitement de tous les patients dans le pays.

Source : www.republiquetogolaise.com

Septembre 2020 – Togo - : Après le Sénégal en 2018 et la Côte d'Ivoire en mars, c'est au tour du Togo de réévaluer son produit intérieur brut (PIB). Annoncée le 22 septembre, cette réévaluation découle de la modification par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) de l'année de base utilisée pour le calcul des comptes nationaux : la nouvelle année de base est 2008 alors que les précédents calculs du système des comptes nationaux reposaient sur l'année 1993.

Avec la réévaluation, le produit intérieur brut togolais bondit de plus de 36 %, ce qui accroît les capacités d'endettement du pays.

Résultat : le PIB du pays fait un bond de 36,5 %. Ce saut est supérieur à la moyenne des pays de la région qui ont déjà réévalué leur PIB (Burkina Faso: 13 %, Sénégal : 30 %, Niger: 30 %), mais inférieur au résultat de la locomotive de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Côte d'Ivoire, dont le PIB a augmenté de 38%.

Concrètement, avec le nouveau système, le PIB togolais de 2016 passe à 3 574,4 milliards de francs CFA (environ 5,4 milliards d'euros), contre 2 618,1 milliards de F CFA avec l'ancienne année de base. Pour l'année 2017, le PIB réel est de 3 729,8 milliards de F CFA (environ 5,6 milliards d'euros), correspondant à un taux de croissance de 4,3 % sur un an. Et, pour cette année, l'estimation du nouveau PIB s'élève à 4 399,9 milliards de F CFA (soit 6,7 milliards d'euros), bien supérieure au chiffre de 3 322,3 milliards de F CFA obtenu avant la révision.

Source : jeuneafrique.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au troisième trimestre 2020 est légèrement bien orientée.

En effet, la campagne agricole 2019/2020 a donné des résultats satisfaisants dans la plupart des Etats membres de l'Union et la production industrielle a, certes, progressé en Guinée Bissau, mais elle a baissé au Mali et au Sénégal. De même, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une baisse des exportations et une hausse des importations induisant un solde commercial qui se détériore. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Toutefois, la masse monétaire est en hausse, tandis que les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs ont enregistré des baisses.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on pourrait postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce troisième trimestre de l'année est caractérisé par une accalmie au niveau de la pandémie du coronavirus dans la zone UEMOA, comme dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. Cet environnement favorable encourage, pour l'heure, la hausse de la demande de matières premières et favoriserait celle des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union, pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI table sur une récession de l'économie mondiale pour l'année 2020. En conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour l'année 2020, puisque la demande de celles-ci devrait baisser. Dans ces conditions, si la croissance en Afrique subsaharienne ne s'améliorait pas, les éléments précités n'augurent pas une bonne orientation de la conjoncture pour l'année 2020.

ANNEXES

Evolution des exportations (en Mds)

	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20	3T20
Burkina Faso	1 674,2	602,2	438,2	315,1	547,6	424,1	401,3	523,7	577,7	599,0	612,1
Côte d'Ivoire	2 015,6	1 580,4	1 130,5	1 819,2	2 079,8	1 850,1	1 511,9	2 009,2	2 155,4	1 514,5	1 422,5
Guinée Bissau	5,7	47,7	69,3	18,9	1,4	64,4	0,1	3,8	0,3	9,5	44,3
Mali	553,3	532,3	510,0	420,0	518,9	567,3	446,8	430,1	482,6	608,0	535,0
Niger	62,0	97,6	117,6	141,4	91,0	115,8	106,5	86,6	84,1	214,7	269,0
Sénégal	384,2	432,7	396,3	456,7	555,3	477,5	469,6	482,7	591,0	430,7	458,3
Togo	108,0	113,7	67,2	106,8	115,6	121,9	96,6	117,2	128,2	102,0	114,8
UEMOA hors Bénin	4 803,0	3 406,7	2 729,1	3 278,2	3 909,4	3 621,1	3 032,7	3 653,2	4 019,3	3 478,4	3 456,0

Source : INS des Etats

Evolution des importations (en Mds)

	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20	3T20
Burkina Faso	2 205,0	554,2	1 125,1	1 716,9	602,4	613,1	587,1	650,4	615,6	559,4	579,2
Côte d'Ivoire	1 407,2	1 481,4	1 640,7	1 570,4	1 603,2	1 435,9	1 684,3	1 420,1	1 508,9	1 398,5	1 651,7
Guinée Bissau	27,9	36,6	25,9	32,3	33,5	31,9	26,1	29,0	26,1	30,1	29,4
Mali	695,5	680,4	614,7	535,3	684,9	761,1	703,4	784,0	669,0	671,0	658,0
Niger	350,0	393,8	367,7	324,0	385,4	384,0	299,1	470,6	355,0	505,2	405,5
Sénégal	942,6	955,3	971,1	1 047,3	965,5	1 018,0	1 113,0	1 132,9	1 123,4	983,9	979,1
Togo	250,0	223,4	241,7	258,3	264,5	315,4	294,3	253,9	259,4	285,8	340,8
UEMOA hors Bénin	5 878,3	4 325,0	4 986,9	5 484,5	4 539,3	4 559,2	4 707,3	4 740,8	4 557,4	4 434,0	4 643,9

Source : INS des Etats

Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20	3T20
Burkina Faso	75,9	108,7	38,9	18,4	90,9	69,2	68,3	80,5	93,8	107,1	105,7
Côte d'Ivoire	187,2	129,5	93,	115,7	143,2	106,7	68,9	115,8	129,7	128,8	89,8
Guinée Bissau	20,5	130,5	268,0	58,4	4,2	202,1	0,2	13,0	1,2	31,6	150,4
Mali	79,6	78,2	83,0	78,5	75,8	74,5	63,5	54,9	72,1	90,6	81,3
Niger	17,7	24,8	32,0	43,6	23,6	30,2	35,6	18,4	23,7	42,5	66,3
Sénégal	40,8	45,3	40,8	43,6	57,5	46,9	42,2	42,6	52,6	43,8	46,8
Togo	43,2	50,9	27,8	41,3	43,7	38,7	32,8	46,2	49,4	35,7	33,7
UEMOA hors Bénin	81,7	78,8	54,7	59,8	86,1	79,4	64,4	77,1	88,2	78,4	74,4

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20	3T20
Burkina Faso	-530,9	48,0	-687,0	-1401,7	-54,8	-189,0	-185,8	-126,6	-37,9	39,6	32,8
Côte d'Ivoire	08,4	99,1	-510,2	248,8	476,6	414,2	-172,4	589,1	646,6	116,0	-229,2
Guinée Bissau	-22,1	11,1	43,4	-13,4	-32,1	32,5	-26,0	-25,2	-25,8	-20,6	14,9
Mali	-142,2	-148,1	-104,7	-115,3	-166,0	-193,8	-256,6	-353,9	-186,4	-63,0	-123,0
Niger	-288,0	-296,2	-250,2	-182,6	-294,5	-268,2	-192,6	-384,0	-270,9	-290,6	-136,5
Sénégal	-558,4	-522,6	-574,8	-590,6	-410,1	-540,5	-643,3	-650,2	-532,4	-553,2	-520,8
Togo	-142,0	-109,7	-174,5	-151,5	-148,9	-193,5	-197,8	-136,7	-131,2	-183,8	-226,1
UEMOA hors Bénin	-1075,3	-918,3	-2257,8	-2206,3	-629,8	-938,2	-1674,6	-1087,6	-538,1	-955,6	-1187,9

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS